Notant la déclaration faite à ce sujet par le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement lors de la septième session du Conseil⁹,

Rappelant ses résolutions 2207 (XXI) du 17 décembre 1966 et 2297 (XXII) du 12 décembre 1967,

1. *Fait siennes* les recommandations contenues dans la résolution 44 (VII) du Conseil du commerce et du développement;

2. *Décide* que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sera une organisation participante dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le développement, conformément à la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1965.

1741^e séance plénière,
13 décembre 1968.

2402 (XXIII). Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant l'objectif qu'elle avait fixé dans sa résolution 2296 (XXII) du 12 décembre 1967 à l'intention de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi que sa décision d'étudier, en tant que question hautement prioritaire, les résultats de la deuxième session de la Conférence,

Rappelant en outre sa résolution 2305 (XXII) du 13 décembre 1967, relative à la Décennie des Nations Unies pour le développement, où elle reconnaissait notamment que les principaux problèmes du commerce et du développement que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement examinerait à sa deuxième session auraient d'importantes incidences sur les travaux préparatoires concernant la prochaine Décennie des Nations Unies pour le développement,

Ayant examiné le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa deuxième session¹⁰, tenue à New Delhi, et le rapport du Conseil du commerce et du développement pour la période du 10 septembre au 23 septembre 1968¹¹,

Tenant compte de la déclaration faite à l'Assemblée générale, le 28 octobre 1968, par le Président de la deuxième session de la Conférence¹² et des vues exprimées au cours du débat en séance plénière et à la Deuxième Commission sur les résultats obtenus par la Conférence lors de sa deuxième session,

Convaincue que l'efficacité du mécanisme permanent dépend grandement de la volonté politique des gouvernements des Etats Membres de contribuer à l'adoption de solutions concrètes pour les problèmes du commerce et du développement,

Ayant en vue la recommandation que la Conférence, lors de sa deuxième session, a adressée à ses Etats membres pour qu'ils mettent au point et étudient sérieusement des moyens d'aider le mécanisme perma-

⁹ *Ibid.*, résolution 44 (VII) du Conseil du commerce et du développement, annexe.

¹⁰ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session*, vol. I et Corr.1 et Add.1: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.II.D.14).

¹¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 14 (A/7214)*.

¹² *Ibid.*, vingt-troisième session, *Séances plénières*, 1708^e séance, par. 3 à 34.

ment de la Conférence à s'acquitter des responsabilités qui lui ont été dévolues à l'issue de sa deuxième session,

Rappelant sa résolution 1995 (XIX) du 30 décembre 1964 sur l'établissement de la Conférence, et en particulier ses dispositions sur les arrangements institutionnels futurs,

1. *Prend acte* du rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa deuxième session et du rapport du Conseil du commerce et du développement pour la période du 10 septembre 1967 au 23 septembre 1968;

2. *Se félicite* de la décision 45 (VII) que le Conseil du commerce et du développement a adoptée le 21 septembre 1968 au sujet de l'amélioration du mécanisme institutionnel et des méthodes de travail de la Conférence¹³;

3. *Estime* que la décision 45 (VII) du Conseil est une manifestation positive de la volonté politique des Etats membres de la Conférence de renforcer l'aptitude de la Conférence à obtenir des résultats positifs;

4. *Estime en outre* que l'utilisation complète et efficace d'un meilleur mécanisme et de meilleures méthodes de travail, dans le même esprit de coopération, contribuera à créer un plus large terrain d'entente sur les problèmes dont la Conférence est saisie, en particulier grâce à:

a) La possibilité de tenir des sessions du Conseil à un niveau politique élevé pour examiner des questions de grande importance;

b) La possibilité de convoquer des sessions extraordinaires du Conseil, dans les délais minimums prévus au paragraphe 2 de l'article 4 et à l'article 6 du règlement intérieur du Conseil;

c) La possibilité de constituer des groupes intergouvernementaux sur des questions qui relèvent de la compétence des grandes commissions du Conseil, afin de déterminer des lignes de conduite précises suivant les besoins;

d) L'initiative du Secrétaire général de la Conférence, en cas de besoin, pour aider le mécanisme permanent à trouver des solutions concrètes aux problèmes du commerce et du développement;

5. *Exprime l'opinion* que, dans des situations particulières, la convocation de réunions spéciales des pays intéressés, avec leur accord, à un niveau politique élevé, peut permettre des progrès plus rapides en vue de l'adoption de conclusions généralement acceptables sur des problèmes fondamentaux;

6. *Appelle l'attention* des Etats membres de la Conférence sur les tâches qui restent inachevées, particulièrement celles qui concernent les problèmes se posant aux moins développés des pays en voie de développement, et sur le grand nombre de questions importantes confiées par la Conférence à son mécanisme permanent en vue d'un examen et d'une action ultérieurs;

7. *Invite* le Conseil à examiner, lors de ses sessions futures, les questions que lui a confiées la Conférence, afin de rechercher le plus large accord possible sur une action concrète et pratique ou des recommandations, suivant les besoins, en particulier eu égard à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

8. *Prie* les gouvernements des Etats membres de la Conférence, les commissions économiques régionales, le

¹³ *Ibid.*, vingt-troisième session, *Supplément n° 14 (A/7214)*, deuxième partie, annexe I.

Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que les autres organisations intergouvernementales participant aux travaux de la Conférence, de s'employer dans leurs domaines respectifs à éclairer l'opinion publique sur les divers aspects du processus du développement et sur les efforts déployés par la communauté internationale dans ce domaine, afin d'assurer aux travaux de la Conférence l'appui le plus large possible.

1741^e séance plénière,
13 décembre 1968.

2407 (XXIII). Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

L'Assemblée générale,

Rappelant les dispositions de sa résolution 2152 (XXI) du 17 novembre 1966 relatives au but et aux fonctions de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel,

Tenant compte de ce que les pays en voie de développement accordent un rang de priorité élevé à leur développement industriel dans leurs plans et programmes économiques nationaux,

Consciente du rôle important que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel peut jouer en réalisant une coopération internationale la plus large possible en vue d'aider les pays en voie de développement à accélérer leur développement industriel,

Reconnaissant le rôle décisif qu'aura à jouer le développement industriel dans la réalisation des objectifs de la prochaine Décennie des Nations Unies pour le développement,

1. Prend acte du rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa deuxième session¹⁴;

2. Prie le Conseil du développement industriel d'inclure dans ses futurs rapports un aperçu des activités de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pendant l'année écoulée;

3. Invite les gouvernements à fournir un appui supplémentaire à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en mettant à sa disposition, sous forme de contributions volontaires, conformément au paragraphe 23 de la section II de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, des ressources suffisantes pour financer un programme élargi d'activités sur le terrain selon des procédures souples;

4. Prie l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'accélérer les travaux préparatoires relevant de sa compétence en vue de la prochaine Décennie des Nations Unies pour le développement et de coopérer activement aux efforts concertés entrepris par les organismes des Nations Unies pour élaborer une stratégie internationale du développement pour la décennie commençant en 1970;

5. Fait sienne la résolution 11 (II) du Conseil du développement industriel, en date du 14 mai 1968¹⁵, dans laquelle le Conseil recommande un montant de 1 500 000 dollars comme base de travail pour le programme ordinaire d'assistance technique dans le domaine du développement industriel en 1969 et 1970;

6. Considère qu'il faudrait confier à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel la

responsabilité d'exécuter un plus grand nombre de projets liés au développement industriel dans le cadre des deux éléments du Programme des Nations Unies pour le développement, étant donné le nombre croissant de demandes relatives à de tels projets.

1745^e séance plénière,
17 décembre 1968.

2408 (XXIII). Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

L'Assemblée générale

Prend acte avec satisfaction des rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur ses cinquième et sixième sessions¹⁶.

1745^e séance plénière,
17 décembre 1968.

2409 (XXIII). Promotion des investissements consécutifs

L'Assemblée générale

Prend acte des mesures prises par le Programme des Nations Unies pour le développement, en application des dispositions du paragraphe 2 de la résolution 2280 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1967, concernant la promotion des investissements consécutifs¹⁷.

1745^e séance plénière,
17 décembre 1968.

2410 (XXIII). Fonds d'équipement des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2186 (XXI) du 13 décembre 1966 et 2321 (XXII) du 15 décembre 1967,

Prenant note de la décision par laquelle le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, lors de sa sixième session, a prié le Directeur de poursuivre ses efforts en vue de mettre le Fonds d'équipement des Nations Unies à même de commencer ses opérations¹⁸,

1. Fait sienne la résolution 1350 (XLV) du Conseil économique et social, en date du 2 août 1968, par laquelle le Conseil prie notamment le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement d'identifier des projets déterminés figurant au programme de travail de divers organismes des Nations Unies qui pourraient bénéficier d'investissements dans les limites des ressources actuelles du Fonds d'équipement des Nations Unies;

2. Fait sienne également la résolution 42 (VII) du Conseil du commerce et du développement, en date du 17 septembre 1968¹⁹, par laquelle celui-ci souligne notamment la nécessité urgente de faire démarrer les opérations du Fonds d'équipement des Nations Unies, important instrument mis à la disposition des organismes des Nations Unies pour aider et accélérer le développement économique des pays en voie de développement, notamment dans le domaine de leurs activités d'investissement;

¹⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément n° 6 (E/4451) et Supplément n° 6A (E/4545).

¹⁷ Ibid., Supplément n° 6A (A/4545), par. 197 à 223.

¹⁸ Ibid., par. 267.

¹⁹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 14 (A/7214), deuxième partie, annexe I.

¹⁴ Ibid., Supplément n° 15 (A/7215).

¹⁵ Ibid., annexe VI.